

que possible, c'est-à-dire dans la mesure où les ressources du pays le permettent. Le ministre des finances le plus habile de l'histoire ne saurait offrir les avantages dont jouissent les Suédois à un pays qui ne peut disposer que des minces ressources d'un pays comme le Bangladesh. Compte tenu des efforts qu'il a déployés en vue de ces objectifs et dont le budget témoigne, le ministre des Finances a réussi admirablement, et incroyablement mieux que son prédécesseur.

Les députés des partis de l'opposition critiquent le budget et ce, pour différentes raisons. Si l'on fait abstraction d'une partie de leurs réflexions, on constate que leurs propositions correspondent en moyenne au budget et aux mesures qu'il contient. C'est un excellent budget.

Il ne faut pas oublier que les pays occidentaux traversent une crise énergétique de plus en plus violente, qui a déphasé les cycles économiques habituels. Cette pénurie d'énergie a inévitablement imposé un fardeau aux habitants de bien des pays occidentaux et même d'autres pays en faisant grimper le prix de l'énergie. Le problème est particulièrement aigu pour les habitants des régions nordiques qui doivent payer davantage pour leur chauffage. Cette pénurie a frappé les échanges commerciaux et fait diminuer les niveaux de vie. Il faut donc des solutions énergétiques.

Ce budget n'est donc pas un simple exposé financier pour un an. Il donne une nouvelle orientation au pays; il préconise des mesures audacieuses afin d'assurer l'avenir des Canadiens dans un monde instable.

Dans les pays qui ne possèdent pas de ressources, cette pénurie internationale a des répercussions catastrophiques et elle fait diminuer le niveau de vie des gens—c'est pourquoi le budget prévoit un accroissement de l'aide aux pays du tiers monde. Certains pays du tiers monde sont les plus durement éprouvés par la hausse du coût de l'énergie. Voilà ce que cette hausse signifie pour les pays dépourvus de ressources naturelles. Mais pour ceux qui en sont dotés, comme le Canada, elle représente un défi difficile à relever, c'est vrai, mais aussi des possibilités passionnantes.

Le Canada a des ressources naturelles non développées. Nous avons des possibilités, et refuser d'exploiter ces nouvelles options serait, de la part du gouvernement, refuser d'assumer ses responsabilités au détriment de la population qui le paierait cher à long terme.

Par contre, en exploitant ces possibilités dans toute leur ampleur, on tend vers cet horizon éloigné mais atteignable où les Canadiens, presque les seuls du monde occidental, pourront subvenir à tous leurs besoins énergétiques au prix minimal apte à assurer une mise en valeur optimale, assurant ainsi une position économique dominante au pays à son entrée dans le XXI^e siècle.

Le budget dont le ministre des Finances nous a fait un premier exposé nous propose plus qu'un objectif à atteindre en un an. Il nous propose une réaction d'ensemble aux réalités d'aujourd'hui. Les possibilités qui existent aujourd'hui au Canada sont empoignées par le budget. Comment? Le budget donne l'occasion de combattre une économie languissante en talonnant la croissance industrielle et la création des emplois. Le programme énergétique global proposé par le budget est une vaste stratégie industrielle rendue possible par la crise qui sévit dans le monde actuellement.

Le budget—M. Regan

D'aucuns prétendent qu'il ne s'agit pas d'une stratégie industrielle. Non seulement nous avons ajouté à l'enveloppe du développement économique, monsieur l'Orateur, non seulement nous mettons sur pied de nouvelles stratégies industrielles autres qu'énergétiques, mais la stratégie industrielle dans le secteur énergétique crée peut-être la situation la plus stimulante qui soit depuis bien longtemps.

Un examen du budget révèle une aide considérable à l'aménagement du Bas-Churchill au Labrador. Elle signale la construction du pipe-line du Québec et des Maritimes d'un bout à l'autre jusqu'à Halifax. On y trouve des stimulants dans chaque région du pays pour la conversion du chauffage à l'huile au chauffage au gaz. A elle seule, cette initiative aura de profondes répercussions sur la situation de l'emploi.

● (1820)

Et les initiatives de 4 milliards de dollars destinées à l'Ouest, est-ce qu'elles ne créeront pas d'emplois? J'aborde maintenant la question de la mise en valeur des régions reculées. Il faudra de l'acier, des routes, du matériel pour appuyer l'exploitation des ressources énergétiques. Compte tenu du fait qu'au cours des prochaines années, on consacrera quelque 11.8 milliards à des projets d'ordre énergétique, je pense que toute cette activité aura des retombées économiques qui dépasseront de loin les projets en soi et contribueront à faire diminuer le chômage.

Lorsque le gouvernement actuel a annoncé la construction du tronçon canadien du pipe-line dans le sud de l'Alberta, Stuart Cook, directeur pour la région de l'Ontario du Syndicat des travailleurs unis de l'acier, a déclaré qu'au nom de ses membres il appuyait ce programme. Ces gens savent pertinemment qu'il débouchera sur des emplois et un regain d'activité économique. On en comprend l'envergure cachée quand on pense à tous les projets importants que renferme ce budget axé sur la création d'emplois.

Permettez-moi de poursuivre et d'exposer aux députés les autres avantages du budget. Il nous permet de freiner et de renverser la domination de notre économie par des multinationales étrangères. La hausse du prix du pétrole, qui a déjà augmenté quand on a fini d'écrire son prix, augmente considérablement la valeur des avoirs étrangers au Canada. Cette hausse accroît le valeur de ces avoirs dans leurs états de compte, la valeur qu'ont les avoirs américains au Canada sous la forme des énormes réserves de pétrole déjà découvertes et exploitées.

Notre déficit actuel est aggravé considérablement par la sortie des bénéfices et des dividendes versés aux actionnaires de ces sociétés multinationales aux États-Unis. Il y a aussi le phénomène de valorisation des investissements étrangers. A mesure que la valeur de ces avoirs et de ces réserves augmente, la valeur de leurs actions augmente elle aussi. Parallèlement le coût d'un rachat éventuel par le Canada de ces actions détenues par des actionnaires américains devient de plus en plus prohibitif.

Même si l'on devait empêcher les sociétés pétrolières étrangères installées au Canada de transférer leurs bénéfices à l'étranger, elles ne pourraient pas réinvestir intégralement dans la prospection pétrolière les gains énormes qu'elles retirent grâce à la hausse des prix du pétrole, mais comme certaines d'entre elles l'ont déjà fait, elles procéderaient à des prises de contrôle dans d'autres secteurs d'activité économique. C'est ainsi qu'au cours des prochaines années, à mesure qu'augmen-